

**Mardi 4 avril tou-te-s en grève et dans la rue !!!**

Voir communiqué des organisations syndicales ci-dessous

Depuis de longues semaines la mobilisation ne cesse d'augmenter dans les universités, les lycées. Des manifestations intersyndicales sont organisées depuis le 7 février. Le 18 mars nous étions 1,5 millions dans la rue. Le 28 mars, ce sont près de 3 millions de manifestants qui décidaient de protester contre le CPE.

Au lendemain du 29 mars : Conseil des Ministres. A la sortie la seule déclaration de ces « saigneurs » était : « le CPE n'était pas à l'ordre du jour ! »

**Ils se foutent de notre gueule !**

**Pas de police pour déloger les lycéens et les étudiants !**

Vers midi, ce mercredi 29 mars une nouvelle commençait à tourner dans les bahuts, sur les piquets de grève : le ministre De Robien a demandé aux chefs d'établissements de faire procéder à la levée des barrages dans tous les lycées pour jeudi. Ce procédé est inadmissible ! Nous ne pouvons accepter ces méthodes qui risquent de créer un climat de tension et de violence inutile.

Ceci dans un contexte où les blocages ont été votés par les lycéens et étudiants à une large majorité. A des votes démocratiques l'Etat répond par l'envoi de la police.

**Les personnels des établissements (enseignants, IATOSS), les parents d'élèves doivent être aux côtés des jeunes pour les aider, les soutenir et éviter que la police n'use de la force pour casser les blocages et éviter tout débordement et conflits avec les forces de l'ordre (!).**

DECLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES D'ETUDIANTS, DE LYCEENS ET DE SALARIES : UNEF, CÉ, UNL, FIDL, CFDT, CFE CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

**AMPLIFIER LA MOBILISATION :  
LE 4 AVRIL NOUVELLE JOURNEE D'ACTION**

Le succès des arrêts de travail, des grèves et la puissance des manifestations du 28 mars, leur caractère unitaire et intergénérationnel, tout comme la durée du mouvement et son ampleur dans les lycées et universités montrent une mobilisation historique, pour exiger le retrait du CPE et l'ouverture de négociations.

Il est urgent que les plus hautes autorités de l'Etat prennent la mesure de la situation et répondent sans ambiguïté à cette revendication. Pour éviter l'enlisement du pays dans une crise profonde, le gouvernement doit s'y résoudre. L'intersyndicale demande au Président de la République d'utiliser ses prérogatives constitutionnelles pour que le CPE soit retiré.

Les organisations syndicales réitèrent l'exigence de lever l'hypothèque du CPE en le retirant et à partir de là d'engager des négociations immédiates sur l'emploi, la précarité, les modalités d'accès à l'emploi, la formation et l'avenir des jeunes.

Elles appellent les salariés, les étudiants, les lycéens, dès aujourd'hui et tout au long de la semaine à s'appuyer sur la dynamique unitaire, à multiplier les initiatives pour exprimer leur exigence de retrait. Elles les invitent notamment à intervenir auprès de tous les parlementaires.

Les organisations syndicales sont déterminées à amplifier la mobilisation. Elles mettent le gouvernement en garde contre toute tentative de coup de force notamment en direction des étudiants et des lycéens. D'ores et déjà elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle d'arrêts de travail, de grèves et de manifestations le 4 avril.

Paris le 29 mars 2006

La Garde, le 29 mars 2006

**Communiqué de presse**

Suite aux déclarations du ministre de l'éducation, Sud Education Var dénonce les propos irresponsables du ministre qui a décidé de recourir à la force pour débloquent les établissements scolaires. Face à cette véritable provocation vis à vis de la jeunesse mobilisée contre le CPE, SUD Education considère que le ministre porterait l'entière responsabilité de tout dérapage éventuel. Nous appelons les lycéens, les étudiants et les personnels de l'éducation à la plus grande vigilance et à poursuivre de façon pacifique leur mouvement sans tomber dans le piège grossier de cette provocation.